



L'INP-ENSA Toulouse & la Mission Agrobiosciences/ENFA

## « La souveraineté alimentaire sous le régime de nouveaux scénarios »

8 novembre 2011

Débat conçu et animé par la Mission Agrobiosciences  
avec le concours des élèves ingénieurs en 2<sup>ème</sup> année de l'Ensat.

Pensées comme des moments d'ouverture et de culture, ces tables rondes doivent permettre, par leur contenu, de réinterroger les savoirs, d'appréhender des approches autres que agronomiques (philosophiques, sociales, politiques, économiques...) et de placer les futurs agronomes en état de questionnement et de réflexion.

Après une première table ronde, en octobre, consacrée au *Changement du climat et climat du changement*, cette deuxième rencontre s'est attachée au sujet tout aussi complexe et controversé qu'est la sécurité alimentaire dans le Monde, en s'attachant à éclairer les concepts qui lui sont souvent rattachés, telles que l'autosuffisance et la souveraineté, à repérer les vraies et les fausses raisons de la persistance, voire de l'aggravation des problème de la faim ainsi qu'à proposer une série de leviers efficaces pour lutter contre la sous-nutrition et la malnutrition.



► **Martine Padilla**, Directrice de recherches en économie alimentaire et administrateur scientifique au Ciheam/Institut agronomique méditerranéen de Montpellier/Unité mixte de recherche Moisa (Marchés, organisations, institutions et stratégies d'acteurs). Auteure de plusieurs ouvrages sur l'économie agroalimentaire mondiale, et de nombreux articles. Notamment *Comportements et sécurité alimentaires en Méditerranée, état des lieux et prospective* (Revue Futuribles, janvier 2009), où elle livre les quatre scénarios alimentaires qui attendent le bassin méditerranéen à l'horizon 2020.

► **Philippe Chalmin** (à droite sur la photo), professeur d'histoire économique à l'Université Paris Dauphine où il dirige le Master Affaires Internationales. Cet ancien consultant de la Banque Mondiale est également membre du Conseil d'Analyse Economique auprès du Premier Ministre. Il est Président Fondateur de CyclOpe (Cycles et orientations des produits et des échanges), principal institut européen spécialisé dans l'analyse des marchés mondiaux des matières premières, qui publie chaque année, depuis 1986, le rapport CyclOpe sur l'économie et les marchés mondiaux. Philippe Chalmin est l'auteur de plusieurs ouvrages dont *Le Monde a faim* (Bourin, 2009), *Le marché : Eloge et réfutations* (Economica, 2000) ou encore *La mondialisation a-t-elle une âme ?* (Economica, 1998).

► **Michel Merlet** (à gauche sur la photo) est ingénieur agronome, directeur de AGTER (Association pour l'Amélioration de la Gouvernance de la Terre, de l'Eau et des Ressources Naturelles) et enseignant à l'Institut d'étude du développement économique et social (Iedes)-Université Paris 1. Fin connaisseur des organisations paysannes et indigènes, cet agroéconomiste a effectué plus d'une centaine de missions à l'étranger, que ce soit en Amérique latine, en Afrique ou en Asie. Il est également l'auteur de nombreuses publications sur ses thèmes de prédilection que sont les politiques foncières, l'analyse des systèmes agraires et de production et la sécurité alimentaire.

## LA TABLE RONDE

### Introduction par la Mission Agrobiosciences :

La faim semble être la compagne de l'humanité depuis la nuit des temps – y compris dans des pays riches- et assurer la satisfaction des besoins alimentaires de la population a toujours constitué un enjeu phare des pouvoirs en place. A l'échelle des nations, elle a justifié la mise en place précoce de politiques agricoles, voire de mesures protectionnistes au lendemain de la crise de 1929.

A l'échelle planétaire, si la FAO est créée en 1945, son ancêtre, l'Institut international d'agriculture, est né en 1905, à l'issue d'une grave crise du blé (1880-90).

Malgré cela, dès 1966, René Dumont alerte : « *Nous allons à la famine* ».

La première conférence mondiale de l'alimentation, à Rome, a lieu en 1974, période de choc pétrolier, de mauvaises récoltes et de famines. Les Etats y adoptent alors une Déclaration universelle pour l'élimination définitive de la faim et de la malnutrition... On y parle alors, déjà, de stocks régulateurs, d'un système de sécurité alimentaire mondiale, d'un fonds de développement agricole...

Les années passent. En novembre 1996, le sommet de la FAO affiche une ambition plus modeste : il s'agit de réduire de moitié, d'ici 2015, le nombre de personnes souffrant de sous-alimentation chronique : de 800 millions à 400 millions « seulement »... C'est lors de ce sommet qu'est définie la notion de sécurité alimentaire : « *La sécurité alimentaire est assurée quand toutes les personnes, en tout temps, ont économiquement, socialement et physiquement accès à une alimentation suffisante, sûre et nutritive, qui satisfait leurs besoins nutritionnels et leurs préférences alimentaires pour leur permettre de mener une vie active et saine.* »

Mais en fait, ce concept, introduit dans les années 1970, connaît une trentaine de définitions différentes... De plus, il est souvent confondu avec l'autosuffisance alimentaire et avec la souveraineté alimentaire, une notion portée par Via Campesina en 1996 et présentée comme un droit des populations et de leurs Etats ou Unions à définir leur politique agricole et alimentaire sans dumping vis-à-vis des pays tiers.

Et puis intervient la crise économique et financière de 2007-2008 marquée par l'envolée du prix des matières premières agricoles : des émeutes de la faim éclatent dans une soixantaine de pays du Sud. Aujourd'hui, on dénombre un milliard de personnes souffrant de sous-nutrition. Un enfant meurt dans le Monde toutes les 6 secondes...

*Comment en est-on arrivé là ? Les racines du mal.*

**La Mission Agrobiosciences : Sur les causes de cette persistance de la faim et de la malnutrition, on a tout entendu ou presque : ce serait la faute à l'absence de stocks, à la volatilité des prix, à la spéculation, à la montée des demandes des pays émergents, à la concurrence des agro-carburants, à l'abandon des politiques agricoles, à l'instabilité politique et on en passe. D'où ce premier tour de table : chacun d'entre vous pourrait-il énoncer les raisons qui sont selon vous les plus cruciales, mais aussi pointer peut-être les faux problèmes ? A commencer par cette question qui s'adresse à Philippe Chalmin : finalement, sont-ce les prix trop bas, ou au contraire trop hauts, comme le montre la flambée des prix depuis 2008, qui affament les paysans du Monde ?**

**Philippe Chalmin :** Ce sont bien entendu les prix trop bas qui affament. Et ce que nous vivons aujourd'hui est la conséquence de l'effondrement des prix agricoles mondiaux de 1990 à 2005 dans un contexte, un peu partout dans le Monde, d'abandon des préoccupations agricoles. Il est vrai que vers la fin du XXème siècle, nous avons vécu dans une sorte d'illusion de l'abondance. Régnait alors la nouvelle économie, qui désigne la révolution des technologies, et nous avons le sentiment que l'acte de production, agricole ou industriel, devenait totalement secondaire. Résultat : au moment où se déroulent les crises d'ajustement structurel dans le Tiers-Monde, les premières politiques qui en ont pâti furent les politiques agricoles. Il faut le souligner : à la fin du siècle dernier, l'agriculture a été totalement délaissée, que ce soit dans les grandes sphères internationales ou dans les décisions d'investissement au quotidien. A l'époque, on bénéficiait en effet de l'acquis des années précédentes, de la révolution verte<sup>1</sup> des années 60/70 et nous étions donc dans des situations d'excédents, augmentés notamment par l'éclatement de l'URSS et avec elle, la disparition du premier client sur le marché mondial des céréales.

Progressivement, cet abandon s'est traduit par une diminution de la croissance des productions alors même que nous faisons face à la croissance démographique et à ce choc majeur que fut l'émergence d'un certain nombre de pays. Aujourd'hui, presque la moitié de la population de la planète appartient aux pays dits émergents. 3,5 milliards de personnes sont en train de décoller économiquement. Or, dans ce cas, le régime alimentaire est la première chose qui s'améliore. La demande alimentaire a donc été plus importante, à la fois quantitativement et qualitativement, notamment en matière de protéines animales.

Tout ceci mis bout à bout a provoqué une baisse des stocks, des situations de tensions, la dépendance de plus en plus grande vis-à-vis du moindre accident climatique. Et le résultat en a été la flambée des prix. Paradoxalement, c'est à ce moment là qu'on a parlé de crise alimentaire. C'est une vision totalement erronée. Car en 2008 et en 2011, les émeutes de la faim étaient en réalité des émeutes de la pauvreté et de la malgouvernance : les émeutiers étaient des urbains habitués à vivre dans le cadre de prix garantis par l'Etat providence.

---

<sup>1</sup> La révolution verte, des années 1960 à 1990, désigne un moment de forte augmentation de la productivité agricole dans le monde en développement, plus particulièrement en Asie et en Amérique latine, où le rendement des principales cultures céréalières (riz, blé et maïs) ont plus que doublé. C'est là le résultat d'un fort investissement des gouvernements des pays du Nord comme du Sud dans la recherche agricole et la modernisation des pratiques : des programmes intensifs d'obtention et de sélection ont porté à la mise au point de variétés de plantes à haut rendement et de races animales plus productives. Sans compter les progrès dans le développement des produits agrochimiques, comme les pesticides et les engrais. Enfin, les gouvernements ont aidé les producteurs en les encourageant à utiliser ces nouvelles techniques et technologies agricoles. (source : FAO)

**Ce sont donc les prix bas qui appauvrissent. Et la cause principale, selon vous, c'est l'abandon des politiques agricoles.**

**Philippe Chalmin** : il y a deux niveaux d'analyse. Je vais être ultra-libéral mais je le rappelle, un prix est la rencontre d'une offre et d'une demande. Lorsque l'offre excède la demande, le prix baisse. Lorsque la demande excède l'offre, le prix monte. Il est clair que l'effondrement des prix à la fin du XXème et au début du XXIème siècle est lié à la disparition d'un certain nombre de débouchés solvables, dont l'URSS, au moment où plusieurs pays avaient de très grosses capacités d'exportation. D'où ces prix extraordinairement bas sur le marché international. Il faut toutefois différencier ces prix mondiaux et le prix politique qui peut être fixé à l'intérieur d'un espace national et qui dépend *in fine* du rapport de forces entre le monde agricole et les pouvoirs publics.

**Il faut en effet rappeler que les prix mondiaux ne concernent que 6 à 10% de la production agricole de la planète, c'est-à-dire la part qui est échangée entre les pays.**

**Philippe Chalmin** C'est plus compliqué que cela. Chaque marché a sa propre histoire. Le prix mondial concerne certes uniquement les exportations – pas toutes – mais il a un effet induit sur beaucoup de systèmes productifs. Un exemple : le prix mondial du blé aujourd'hui est le même que le prix intérieur américain ou encore le prix intérieur européen. De même, le maïs, cultivé près de Toulouse, est payé sur la base du prix de Chicago. En revanche, un certain nombre de zones peuvent ne pas suivre ce prix mondial et nous pouvons espérer, par exemple, que le maïs blanc du Mexique ne va pas être payé sur la base du prix mondial.

**Nous allons poursuivre le tour de table avec Michel Merlet qui va peut-être pointer un autre facteur de malnutrition...**

**Michel Merlet** : Je ne suis pas en opposition totale avec les propos de Philippe Chalmin, loin de là. La vraie cause de la sous-nutrition permanente dans le Monde, il a raison, c'est bien l'existence de prix agricoles très bas qui ne rémunèrent pas le travail des paysans. Là où mon analyse diffère un peu de la sienne, c'est que cette chute des prix agricoles ne date pas d'hier. Elle date à peu près d'une centaine d'années. Quand on regarde l'évolution des prix en monnaie constante, on constate que le prix relatif des produits agricoles principaux et des produits vivriers, par rapport aux produits de consommation courante des paysans et des ruraux, a chuté de manière dramatique dans le Monde au cours des dernières décennies. Et puis, il y a eu des moments où les prix ont explosé vers le haut. Cela a été le cas dans les années 70 et ces dernières années. Ces phénomènes de flambée sont en grande partie dus à un déséquilibre de l'offre et de la demande et à l'incapacité des systèmes à répondre aux demandes solvables existantes.

Il faut en effet distinguer les demandes solvables et celles qui ne le sont pas. Tous ceux qui meurent de faim sont des demandeurs potentiels de grains et de produits vivriers, ou de moyens pour en produire. Le problème, c'est qu'ils n'ont pas un centime pour les acheter. Cette demande non solvable n'a donc aucun effet sur l'offre. Or, elle concerne un milliard de personnes. Et là encore, je suis d'accord avec Philippe Chalmin : les émeutes de la faim étaient des émeutes de la pauvreté. Cela a été très bien expliqué par Marcel Mazoyer<sup>2</sup> qui montre comment un petit paysan d'Amérique centrale ou de l'Afrique, sans rien changer à son

---

<sup>2</sup> Marcel Mazoyer, ingénieur agronome et professeur émérite à AgroParisTech. Il est l'auteur de plusieurs ouvrages dont « La fracture agricole et alimentaire mondiale » écrit en collaboration avec Laurence Roudart en 2005. Retrouvez son analyse de la crise alimentaire mondiale sur le site de la Mission Agrobiosciences ([www.agrobiosciences.org](http://www.agrobiosciences.org)).

système de production, se retrouve progressivement dans l'incapacité de survivre alors que cela a été possible pendant des générations. La dévalorisation du prix de vente des excédents agricoles a fait qu'il n'est plus possible, pour ces petits producteurs, d'acheter les biens de première nécessité, de l'outillage ou des produits phytosanitaires.

L'origine du problème réside dans la compétition, sur les mêmes marchés, entre des agricultures ayant des niveaux de productivité du travail extrêmement différents. C'est une machine à créer de la pauvreté qui s'est mise en place au plan mondial avec le développement des échanges internationaux.

C'est aussi pour cela que la question de l'accaparement des terres est centrale. Car les très grandes exploitations de dizaines de milliers d'hectares de soja ou de céréales, disposant des machines les plus sophistiquées, sont le facteur essentiel de la baisse des prix internationaux. L'accaparement ne détruit donc pas seulement les sociétés qui occupaient jusque là ces espaces, mais aussi l'agriculture familiale à faible productivité qui se trouve parfois à des milliers de kilomètres.

### **Martine Padilla, comment réagissez-vous aux premières réponses de vos collègues ?**

**Martine Padilla :** Je voudrais dire en préalable qu'il ne faut pas exclusivement se polariser sur le milliard d'individus en état de sous-alimentation. N'oublions pas les deux milliards d'anémiés ni les 1,3 milliards d'individus en état de surpoids ou d'obésité qui sont également confrontés à l'insécurité alimentaire, ou encore les 3 milliards qui souffrent d'affections diverses liées à la mauvaise qualité de l'eau.

Concernant les causes multiples, je vais essayer de me focaliser sur les plus fondamentales, autres que la seule vérité des prix, et sur lesquelles les agronomes ne réfléchissent pas suffisamment. Je vais donc indiquer des pistes de réflexion et de travail pour l'avenir. Par exemple, ce qui me scandalise actuellement, c'est l'énorme gaspillage de nos systèmes alimentaires. Aujourd'hui, 25% au minimum des produits agricoles – et non pas alimentaires – des pays en développement sont perdus. Surtout, 30% de l'alimentation disponible des pays développés part à la poubelle. La sophistication de nos systèmes, reproduits tels quels dans les pays en développement, est une gabegie de calories. Ainsi, en France, il nous faut produire 25 kilocalories pour une seule calorie ingérée par le consommateur...

### *L'énorme gaspillage de nos systèmes alimentaires*

Ensuite, du point de vue strictement agronomique, il y a des aberrations au niveau de l'utilisation de l'eau. Les ressources existent, même en Ethiopie, mais elles sont très mal gérées. De même, nous construisons des villes sur les terres les plus fertiles. Et les pays pauvres vendent leurs meilleures terres aux pays émergents. Actuellement, 45 millions d'hectares sont cédés dont 30 millions en Afrique ! Quid des conséquences pour la sécurité alimentaire dans ces pays ? Voilà des questions de fond.

Parmi les autres causes, je citerais la détérioration de la qualité nutritionnelle des aliments, due à nos modes de production et de stockage, aux allongements de nos circuits de distribution, à la transformation excessive de nos aliments... Tout cela conduit à ce qu'on appelle « la faim cachée », qui n'est pas une faim sur le plan énergétique, mais qui concerne un définit en de multiples micronutriments. Enfin, il faut pointer les politiques nationales qui ont choisi de se positionner en priorité sur le marché international au détriment de leur marché national. Nombre de pays pauvres produisent le plus possible pour exporter...

Concernant les faux problèmes, le premier d'entre eux, me semble-t-il, c'est l'argument de l'insuffisance de la production agricole. Aujourd'hui, la FAO nous dit encore qu'il faut l'augmenter de 70% d'ici 2050 pour nourrir les 9 milliards d'individus à venir. C'est complètement faux ! Nous avons déjà de quoi nourrir sans aucun problème 10 milliards de

personnes d'un point de vue quantitatif. En revanche, il est nécessaire de travailler sur une rationalité de l'utilisation des ressources. Cet argument du manque de disponibilités alimentaires, erroné au niveau international, et parfois faux au niveau national, est en revanche souvent réel au niveau local. Pour y remédier, il faut bâtir des systèmes alimentaires : organiser les producteurs et les filières, créer des infrastructures et des marchés etc. Ce sont là, en effet les  $\frac{3}{4}$  de la valeur d'un aliment – le quart restant concernant la production agricole. C'est ce qui manque aujourd'hui pour assurer la sécurité alimentaire.

**Philippe Chalmin** : Je suis tout à fait d'accord sur le dernier point. Et d'ailleurs, je qualifierais les systèmes alimentaires de politiques agricoles. En revanche, je ne suis pas d'accord sur votre propos concernant le gaspillage. Dans un monde parfait, où aucun gaspillage ne serait commis, dénué de toutes peurs alimentaires, où chacun accepterait donc de manger un yaourt passé la date de péremption, peut-être auriez-vous raison. Mais ce n'est pas le cas. Dans les sociétés urbaines de plus en plus complexes, combien font encore la cuisine ? Je vais plus loin. La population du monde se stabilisera vers 2070 autour de 9 à 10 milliards d'hommes. Mais il faut tenir compte de l'évolution des modes alimentaires, du passage de la protéine végétale à la protéine animale : il n'y aura pas 10 milliards de végétariens indiens ! De ce fait, il est raisonnable de penser qu'il va nous falloir multiplier par deux la production agricole de la planète pour satisfaire les besoins de l'humanité.

### *Souveraineté, sécurité ou autosuffisance alimentaires ?*

**Aucun de vous n'a cité jusque là le concept de souveraineté alimentaire. Vous parlez de sécurité alimentaire... Pourriez-vous nous dire, tous les trois, pourquoi vous adoptez telle notion plutôt qu'une autre ?**

**Michel Merlet** : Je n'emploie pas beaucoup le terme de « souveraineté » parce que je n'aime pas beaucoup les « souverains » ; c'est une notion très connotée historiquement, même si certaines revendications sont intéressantes. Tout dépend à quel niveau on se place : cette souveraineté est-elle nécessairement exercée au niveau d'un Etat national ? La façon dont les organisations paysannes mondiales, comme Via Campesina, parlent de souveraineté fait beaucoup plus référence à la possibilité pour les populations de décider des règles et des normes sur les territoires qu'elles occupent, que ce soit une région, un continent ou un pays. Cette revendication est née de la perte de la possibilité pour les Etats de déterminer leur propre politique face à l'ouverture des marchés.

Souvenez-vous de la situation du Monde après la seconde guerre ; il y avait finalement très peu d'Etats indépendants du fait des empires coloniaux. Réclamer la souveraineté était alors fondamental pour beaucoup de peuples. Si des mécanismes ont été créés aux Nations-Unies pour faire respecter cette souveraineté, l'ouverture des marchés les ont ensuite battus en brèche. Prenez le cas de la Zambie : il s'agit d'un Etat souverain, mais si jamais il venait à s'opposer aux Etats-Unis sur l'utilisation de ses propres ressources naturelles, sa souveraineté pèserait bien peu dans l'issue du conflit !

Cette notion est donc ambiguë, elle peut même être dangereuse si on se contente de croire que tout peut être résolu par son renforcement, sans prendre en compte les inégalités entre Etats. La question de la souveraineté alimentaire ne présuppose pas le renoncement à des règlements et à un droit par-delà les Etats.

**Martine Padilla** : Je partage totalement cette analyse. Il y a un autre concept souvent utilisé, et que j'évite pour ma part, c'est celui de l'autosuffisance alimentaire. Cela a été le principe

de base de grand nombre de politiques dans les années 1960/70, voire jusqu'au début des années 1980, lorsque les pays de l'OUA<sup>3</sup> l'ont adopté.

C'est peut-être louable, mais complètement irréaliste car il s'agit de la capacité d'un pays à subvenir à l'ensemble de ses besoins par sa seule production. Non seulement c'est impossible mais cela pourrait même nuire à la qualité de l'alimentation de la population.

Ceci dit, pour revenir à la souveraineté alimentaire, je dirais que malgré les limites que nous avons mises en exergue, cette notion a le mérite de donner de l'espoir. Car il est irritant de penser que tout gouvernement doit bâtir une politique agricole et alimentaire uniquement guidée par des impératifs de compétitivité sur les marchés internationaux ou par les demandes du FMI et de la banque mondiale. De ce point de vue, il y a dans l'idée de la souveraineté alimentaire un certain souffle démocratique.

**Philippe Chalmin** : L'expression de sécurité alimentaire aujourd'hui est essentiellement utilisée pour désigner la sécurité sanitaire des aliments des pays développés. Je préfère encore l'expression de souveraineté alimentaire. Un ancien secrétaire général du Ciheam –Bertrand Hervieu – a écrit un livre merveilleux dont le titre est tout un programme : *Du droit des peuples à se nourrir eux-mêmes*.<sup>4</sup> Mais Martine a raison : il y a des pays où il est impossible d'atteindre l'autosuffisance. Le cas de la Chine à cet égard est passionnant : pour elle, l'autosuffisance est extraordinairement importante ; et pourtant, c'est le premier importateur mondial de soja, mais ils tiennent à l'autosuffisance du blé et du riz. C'est aussi du domaine symbolique. Donc n'évacuons pas totalement cette notion. D'autant que que la plupart des Etats de l'Afrique sub-saharienne aujourd'hui auraient les moyens d'assurer leur autosuffisance.

### *Quel avenir alimentaire pour les pays méditerranéens ?*

**Abordons à présent le devenir alimentaire des pays méditerranéens, avec Martine Padilla, qui a conduit un exercice de prospective à l'horizon de 2020 sur cette région du Monde qui, des déserts aux plaines fertiles, concentre une pluralité de géographies, de climats et de cultures alimentaires.**

**Martine Padilla** : Nous nous sommes pliés à cet exercice de prospective avec l'aide de Futuribles, et nous avons réuni un groupe d'experts du Nord comme du Sud, pour tenter de voir ensemble quel pourrait être le futur agricole et alimentaire en Méditerranée. A partir de seize variables, nous avons pu répertorier quatre grands types de scénario pour l'avenir.

Commençons par le plus « noir », que nous avons résumé, après beaucoup de discussions, par l'« autisme alimentaire ». Pourquoi l'autisme ? Parce que les pouvoirs publics se désintéressent complètement du fait alimentaire, le risque grave serait de voir l'intérêt individuel primer, avec des abus de pouvoir au profit d'une minorité. Cela engendrerait une paupérisation aggravée et des conflits très déstabilisants pour l'ordre public. Cette insécurité alimentaire peut mener rapidement à une insécurité civile, comme nous l'a montré la récente actualité. On se situe là dans une société où les acteurs ont perdu toute confiance dans le système économique et ceux qui les dirigent. Cela se traduit notamment par un surcroît de gaspillage des ressources dû à l'inconséquence et au désintérêt. Comment se débrouille alors la population ? Par la montée de l'informel qui comble les carences du système légal comme nous l'avons observé dans les années 1990/2000, mais au prix d'une acculturation alimentaire

---

<sup>3</sup> L'Organisation de l'Unité Africaine, remplacée depuis 2002 par l'Union Africaine. En 1980, dans le cadre du Plan de Lagos, l'ensemble des chefs d'Etat de l'OUA ont adopté l'objectif d'autosuffisance alimentaire.

<sup>4</sup> Ouvrage paru chez Flammarion, en 1996. Voir la note de lecture :

[http://www.agrobiosciences.org/article.php3?id\\_article=967](http://www.agrobiosciences.org/article.php3?id_article=967)



et d'un repli vers un certain fondamentalisme religieux qui peut rassurer dans un contexte où l'on ne sait plus ce que sont la tradition comme la modernité. Voilà pour le pire.

Le 2<sup>ème</sup> scénario s'intitule « le marché et la modernité à tout prix ». En clair, il s'agit d'un diktat. C'est peut-être ce qui s'est passé dans les années qui ont précédé la révolution dans les pays méditerranéens : les pouvoirs publics se sont jetés dans le libéralisme avec pour rapide conséquence la mise en place d'une agriculture à deux vitesses. L'une tournée vers l'exportation, très normalisée et sécurisée. L'autre, familiale, essentiellement destinée au marché intérieur et qui survit à peine. Les populations, quant à elles, migrent vers les zones littorales et urbaines. Là encore, cela s'accompagne souvent d'un gaspillage important des richesses biologiques. Enfin, des secteurs informels très vivaces permettent certes la survie des populations rurales, mais ne pallient pas les clivages économiques, la recherche identitaire exacerbée et le recours à la religion, avec des consommateurs désimpliqués, tiraillés entre modernité et tradition.

*« Nous sommes déjà dans le pire scénario »*

J'en viens à des scénarios un peu plus heureux, dont un qui me paraît être l'idéal mais dont on est très loin actuellement, qui serait une combinaison harmonieuse entre le local et l'international. Dans ce cas, il pourrait y avoir un réel projet de société et non plus soumission à une règle internationale. Sur le plan intérieur, l'amélioration de l'instruction et des niveaux de vie permettent de maîtriser l'accroissement de la population. Le consommateur est mieux formé et informé, et peuvent ainsi apparaître les prémices d'une modernité. Le développement ne se ferait pas uniquement dans les zones urbaines et littorales, mais serait plus localisé, d'où l'émergence de villes moyennes, autour desquelles se construirait un certain développement rural. Dans ce système, le marché intérieur n'est pas oublié, avec une certaine éthique des producteurs, des industriels, des commerçants, de façon à approvisionner en qualité la plupart des populations.

Le dernier scénario qui est également satisfaisant, met en scène une certaine responsabilisation alimentaire : par la redistribution des ressources et par l'inscription de la santé publique au cœur des dispositifs. Le consommateur est alors placé au centre de toutes les politiques. Des alliances stratégiques se nouent entre les secteurs d'activité - l'agriculture, l'industrie, le commerce, la santé etc.- avec ce même objectif : le bien-être et la santé des populations. Un système où l'économie locale serait très largement privilégiée, qui renforce la stabilité politique et la confiance, essentielles pour les entrepreneurs. Autant de points qui permettent de réduire la pauvreté et maintenir certes les traditions, mais adaptées à une certaine modernité.

Où en sommes-nous trois ans après ce travail prospectif ? Nous pensions alors être dans le 2<sup>ème</sup> scénario (le marché et la modernité à tout prix). Néanmoins, certains dans l'équipe avaient le sentiment que nous étions déjà dans le 1er scénario (l'autisme alimentaire), le pire. Et ils avaient raison.

*Qui peut financer les politiques agricoles ?*

**Merci pour ce résumé. Philippe Chalmin, est-ce que ces scénarios prospectifs sont transposables à d'autres régions du Monde ?**

**Philippe Chalmin :** Veuillez me pardonner, mais je les trouve un peu caricaturaux. Il y a les « bons » scénarios et les « très mauvais », tel que celui du marché à tout prix, bien entendu. Reste que dans la région concernée, vous avez totalement raison, nous sommes en plein dans le scénario inconscient de l'autisme alimentaire. Le massacre de l'agriculture en Méditerranée

est une réalité. Et le gonflement de ses zones urbaines a parfois été accentué par une autre catastrophe, celle du pétrole.

D'ailleurs, si j'essayais de transposer ces scénarios, je ferais une distinction entre les pays dotés de ressources naturelles, dont le pétrole et les matières premières minérales, et ceux qui n'en ont pas. Les premiers ont, en général, consciemment massacré leur agriculture car ils avaient suffisamment de ressources pour payer les importations de denrées, de manière à nourrir les plèbes urbaines. C'est un peu ce qui se passe en Algérie qui, avec l'Égypte et la Lybie, se range parmi les premiers importateurs mondiaux de blé. A la limite, le pays qui, dans la zone méditerranéenne, s'en sort le mieux, c'est le Maroc qui a la « chance » de ne pas avoir de pétrole.

Quant aux deux scénarios « roses », il faut m'expliquer comment on peut les financer notamment pour les pays qui ne sont pas dotés de ressources naturelles et qui ne disposent donc pas d'une manne financière. Je suis un affreux libéral, mais l'un de mes maîtres, Claude Mouton, un professeur du CNAM, avait coutume de dire : « Il y a trois personnages qui peuvent financer une politique agricole : le producteur, le consommateur ou le contribuable. » Dans de très nombreux pays, ce sont encore les producteurs qui financent les politiques agricoles par le biais des taxations. L'alternative, le plus souvent, est du côté du consommateur ou du contribuable. Prenez le modèle de la PAC : des consommateurs en plein développement économique peuvent, quand la part relative de leur budget alimentaire se réduit par rapport à leur budget global, payer les produits agricoles à des prix rémunérateurs. Or, dans les pays du tiers-monde, le consommateur urbain n'a pas d'argent.

Autre solution, le contribuable. C'est le modèle de la politique agricole américaine fondée sur les aides directes aux agriculteurs. Mais il n'y a pas non plus de contribuables dans les pays du Tiers-Monde.

Reste l'aide internationale. Concrètement, cela signifie que le Nord est capable d'aider les pays du Sud. Et dans ce cas, j'adhère à vos deux scénarios optimistes.

**Martine Padilla.** On peut faire beaucoup sans les finances. Et je regrette que l'on ramène tout à ces dernières. Que font les pays méditerranéens que je connais bien ? Ils se sont jetés à corps perdus dans l'internationalisation, dans la fameuse ZLEM, la Zone de libre-échange euro méditerranéenne. Un mirage qui a duré au maximum 10 ans et qui est mort avant d'avoir vécu.

Que signifie la ZLEM ? Cela veut dire produire de façon intensive, selon des modes de production industrialisés, mais aussi normaliser à tout crin et privilégier les exportations au détriment du marché intérieur, alors que ces pays ne sont absolument pas organisés pour conquérir le marché international.

Pendant dix ans, ils ont tout consacré à la ZLEM, avec ce résultat : l'argent englouti par d'extrêmes normalisations inadaptées aux contextes locaux a abouti à une intensification inutile. Cet argent aurait certainement mieux servi une agriculture familiale repensée et un développement rural localisé. Je crois donc que même sans financement extérieur important, on peut réviser assez radicalement une politique intérieure en menant des projets favorables à la population.

### *Appropriation et concentration des terres*

**Michel Merlet, pouvez-vous réagir à ces quatre scénarios à la lumière de votre expérience sur l'accaparement des terres ? Pourquoi les pays qui disposent de terres ne pourraient-ils pas trouver quelques subsides dans leur vente ou leur location et disposer, ainsi, de finances pour développer des politiques, agricoles ou autres ?**

**Michel Merlet.** Je ne connais pas les pays méditerranéens, et je ne sais pas ce qu'il s'y passe en termes d'accaparement. Je vais donc me référer à des exemples issus d'autres régions du monde. Je pense toutefois qu'il existe des similitudes dans un certain nombre de pays méditerranéens, en particulier autour de l'eau et des espaces irrigués.

« Accaparement ». Le mot, me direz-vous, relève de l'idéologie. On l'associe à des organisations comme Via Campesina par exemple. Qu'est-ce que cela veut dire vraiment ? Derrière l'accaparement de terres (*landgrabbing* en anglais) se cachent toutes sortes de pratiques, relevant de phénomènes très différents.

Le groupe interministériel dans lequel nous avons travaillé<sup>5</sup> à la construction d'une réflexion conjointe a analysé de façon critique ce concept d'accaparement. Finalement, nous avons retenu le mot « appropriation » des terres. Et nous y avons associé un second phénomène important, celui de la « concentration » des terres. Les deux sont fondamentaux, mais il faut savoir les distinguer.

L'« appropriation » signifie que des acteurs se sont appropriés de manière privative des terres jusqu'alors communes, sur lesquelles les régimes de droits n'impliquaient pas l'existence d'une propriété privée absolue et exclusive.

Il y a « concentration » quand un grand nombre de personnes disposant de droits privatifs, de droits de propriété sur des petites parcelles, vendent ou louent ces terres à un petit nombre d'acteurs qui les concentrent pour en faire de grandes exploitations.

Ces pratiques sont toutes deux extrêmement répandues et peuvent coexister dans certains pays. Selon les continents, l'une ou l'autre sont dominantes.

Par exemple, l'Argentine connaît un phénomène de concentration des terres qui ne relève pas vraiment du phénomène d'appropriation. United Colors of Benetton a acheté près d'un million d'hectares en Patagonie<sup>6</sup>. Certes, ce sont des terres un peu marginales, un hectare en Patagonie ne pouvant nourrir parfois qu'un mouton. Quand l'entreprise a concentré ces terres, elle les a surtout achetées à des gens qui en avaient déjà la propriété, même si quelques communautés patagones ont semble-t-il été spoliées.

En revanche, quand les Brésiliens font la conquête de l'Amazonie et y transforment les forêts en champs de soja ou en pâturages extensifs, ils prennent ces terres sur des territoires communaux, sur lesquels des peuples indigènes vivaient essentiellement de la chasse, de la pêche et de la cueillette, aux côtés d'autres populations arrivées plus récemment qui pratiquaient une agriculture de subsistance. Là, on peut parler d'un phénomène d'appropriation de ces territoires.

Revenons sur l'ordre de grandeur de ces phénomènes. On a cité le chiffre de 40 millions d'hectares issu du premier rapport de la Banque mondiale, en 2010. La deuxième version de ce même rapport fait état d'un peu plus de 50 millions. Le rapport d'Oxfam de septembre 2011 estime qu'en une dizaine d'années, 200 millions d'hectares auraient été accaparés ou auraient fait l'objet de transactions.

Arrêtons nous un instant sur les acquisitions de terres illégales au Brésil, et sur ce que les Brésiliens appellent « *grilagem de terras* ». Le nom vient d'une pratique frauduleuse de fabrication de faux titres de propriété, qui consistait à mettre pendant quelques semaines ces

---

<sup>5</sup> avec la participation de personnes de tendances politiques variées et d'expériences professionnelles diverses, venant d'organismes gouvernementaux, de la recherche, du développement et de la société civile. Ce travail a débouché sur un livre corédigé par Michel Merlet : « Les appropriations de terres à grande échelle : analyse du phénomène et propositions d'orientation ». Il est disponible en français, anglais, espagnol et portugais sur le site d'AGTER [http://www.agter.asso.fr/article479\\_fr.html](http://www.agter.asso.fr/article479_fr.html) et sur celui des acteurs de la Coopération française [www.foncier&developpement.org](http://www.foncier&developpement.org), ainsi que le positionnement officiel de la France sur ces questions, qu'il a servi à préparer [http://www.agter.asso.fr/article491\\_fr.html](http://www.agter.asso.fr/article491_fr.html).

<sup>6</sup> Afin d'y élever des moutons et produire de la laine vierge.

faux titres dans des boîtes fermées avec des grillons. Quand on ressortait les papiers, ils étaient grignotés et jaunis, comme s'ils avaient 50 ou 100 ans !

Le ministère brésilien du Développement agricole, le MDA, fait état dans une étude récente de plus de 90 millions d'hectares de terres qui auraient été ainsi « grillonnées » au Brésil. Le tiers des terres de l'Amazonie ferait l'objet d'une appropriation illégale. Il ne s'agit pas d'accaparement, mais de phénomènes d'appropriation massive de ressources, qui ont lieu depuis longtemps déjà.

### *Des fermes de plusieurs dizaines de milliers d'hectares*

#### **De tels processus ont lieu depuis 500 ans, à commencer par la conquête de l'Amérique. Qu'est-ce qui est nouveau à l'heure actuelle ?**

**Michel Merlet.** A l'époque, quand vous vouliez conquérir l'Amérique, vous aviez besoin de monter une armée avec quelques individus, quelques chevaux et quelques cuirasses. Ensuite, il fallait arriver à nouer des alliances avec des personnes ou des groupes pour prendre le contrôle du territoire, puis réussir à faire travailler pour vous les indigènes, les « indiens ». Ce n'était pas simple. Quand il n'y avait pas suffisamment de main d'œuvre locale, vous en importiez d'ailleurs - des esclaves noirs par centaines de milliers - pour les faire travailler dans les plantations. Et puis, il y a eu une troisième solution : la migration de paysans paupérisés d'Europe, qui ont massivement colonisé les pampas au sud de l'Amérique latine.

Un de ces trois éléments - soumettre les populations locales, disposer d'esclaves importés ou favoriser l'immigration de paysans européens ruinés - au moins était nécessaire pour valoriser les richesses du territoire. En général, il fallait faire la guerre, massacrer les populations indigènes en Argentine, s'opposer aux populations amérindiennes du Mexique, du Pérou ou d'ailleurs, pour pouvoir les contraindre à travailler pour soi. Ces phénomènes de colonisation n'étaient pas simples.

Aujourd'hui, avec les systèmes modernes de production, vous pouvez coloniser sans faire la guerre et sans importer massivement de la main d'œuvre. Vous pouvez installer une ferme de 30 000 ha de soja en Amazonie et la faire tourner avec seulement quelques dizaines de personnes. Des machines hyper-puissantes peuvent nettoyer la forêt très vite et ces espaces être mis en valeur très rapidement. Et vous n'avez même pas besoin d'acheter la terre, à l'instar des grands producteurs agricoles qui s'installent en Ukraine en la louant. En quelques années, pratiquement tout le territoire ukrainien est passé aux mains de quelques dizaines de grandes entreprises transnationales, dont une bien connue en France (AgroGénération de Charles Beigbeder qui y dispose déjà d'environ 100 000 hectares). Ces gens-là, sans avoir eu besoin d'acheter la terre, s'approprient les richesses de ces sols noirs qui sont les meilleurs de la planète pour produire des céréales.

C'est pourquoi le terme d'appropriation est extrêmement important, car il ne s'agit pas simplement d'accaparement de terres, mais aussi d'appropriation de richesses naturelles. La nouveauté est donc là : on peut aujourd'hui s'approprier des richesses à une échelle gigantesque, et ce souvent par le biais d'accords négociés légalement entre des parties souveraines.

C'est ainsi que des pays africains mettent à disposition des investisseurs étrangers des millions d'hectares. Il y a deux ans, la Zambie proposait 2/3 de son territoire à qui voulait investir ! Les gouvernements africains sont les premiers à revendiquer cet investissement massif en agriculture, comme le disait Philippe Chalmin. Là, je vais être polémique.

Il y a quelques années, un rapport de la Banque mondiale défendait l'idée qu'il fallait à nouveau « investir » dans l'agriculture. En réalité, il ne s'agit pas d'investissement dans l'agriculture, mais de cession de richesses, d'appropriation massive de richesses par un

groupe extrêmement réduit de personnes et d'entreprises qui le font sous couvert d'accord entre les parties. C'est nouveau et extrêmement explosif.

### **Quels types de problème cela pose t-il ?**

Des tas. Imaginez le scénario. Un fonds d'investissement français investit en Uruguay, par exemple. Il rachète des terres à des latifundiaires, qui avaient déjà concentré la terre prise à des peuples habitant la pampa. Cet investisseur cultive du soja pendant un temps, puis il revend ses terres bien plus cher qu'il ne les a achetées. Il obtient ainsi les taux de profit qu'exige le fonds de pensions. Il n'a volé personne, il a simplement profité d'une opportunité. On a l'impression qu'il y a eu du développement. Cette richesse naturelle, qui n'était pas exploitée par les latifundiaires uruguayens, est effectivement mise en valeur, mais pas dans l'intérêt de l'ensemble de la population uruguayenne, et simplement pour maximiser les profits à court terme de l'investisseur.

D'où cette conclusion fondamentale développée dans « *Les appropriations de terres à grande échelle : analyse du phénomène et propositions d'orientation* ». Cette appropriation de richesses relève en fait d'une appropriation de biens communs, qui devraient appartenir à tous. Pourquoi cette appropriation est-elle possible ? Parce qu'il n'existe aucun système pour défendre ces biens communs, aucun système d'imposition, de taxation qui permettrait de resocialiser cette richesse récupérée par celui qui a les moyens de mettre en valeur les territoires.

C'est pour cela que les propositions que nous avons émises relèvent de différents registres. Certains s'articulent sur la défense du droit des gens, et d'autres sur la distinction entre les véritables investissements - dont les revenus ou les profits permettent de rémunérer des actes, des prises de risque-, et ceux qui ne sont que de l'appropriation de richesses et de biens communs. Ces derniers devraient être sanctionnés par des impôts. Nous avons ainsi proposé de mettre en place une taxe mondiale sur le foncier.

**Philippe Chalmin.** Une chose me fait hurler. Je suis désolé, tout investissement est destiné à produire un profit. Le profit, ce n'est pas mal, c'est bien. Arrêtons l'hypocrisie. Nous vivons pour essayer de gagner de l'argent. Je vous renvoie à la parabole des talents<sup>7</sup> : si tu enterres ton talent, tu n'es bon à rien. Par contre, si tu le fais fructifier, tu réalises le projet de ton créateur sur toi.

Je crois que nous avons, notamment dans nos milieux autrefois catholiques, une relation à l'argent et au profit qui devient malsaine. Soyez un peu protestant. Il n'est pas malsain de faire du profit. La question ensuite, c'est de savoir comment l'utiliser.

### *Le système le plus efficient, c'est celui de l'agriculture familiale*

Je vais vous raconter une petite histoire sur l'accaparement. A la fin du 19<sup>ème</sup> siècle (vers 1860), les Etats-Unis et l'Argentine étaient deux pays émergents, à peu près au même niveau économique. On a oublié que l'Argentine, en 1900, était encore la cinquième puissance économique de la planète. Pourquoi est ce que l'un a décollé et l'autre non ? Essentiellement pour des raisons agricoles. Aux Etats-Unis, la colonisation, donc l'accaparement de terres qui appartenaient jusque-là à des Indiens, a été faite sur le système suivant : chaque exploitation représentait pratiquement un carré de 400 yards de côté, ce qui a créé une population de paysans, des *farmers*. Et vous apprendrez que créer une population agricole, inventer un paysan est un processus long qui demande plusieurs générations. C'est cela qui a créé la base de la classe moyenne américaine et la base du développement agricole américain.

---

<sup>7</sup> Parabole évangélique racontée notamment dans l'Evangile selon Saint Matthieu, chapitre XXV, versets 14-30.

L'Argentine, elle, s'est plus développée sur un modèle à l'Espagnol, sur le vieux système de l'*encomienda*. Le pays a laissé se créer ces systèmes latifundiaires qui ont été créateurs de richesses – il y avait un opéra à Buenos Aires, qui était une des villes les plus riches de la planète vers 1900-, mais effectivement ces gens-là ont eu par la suite un comportement de rentiers.

J'avoue que je ne suis pas choqué qu'aujourd'hui des gens rachètent ces latifundi, qui sont basés sur des systèmes d'élevages extensifs pour pratiquer de l'agriculture intensive. A condition que cela tienne la route agronomiquement, si la monoculture du soja ne pose pas de problème, etc. Dans ce cas-là, on peut se poser des questions.

Au sujet des fonds de pension. Je vous rappelle que les fonds de pension, c'est vous. La pension, c'est une retraite. Ce sont donc la MGEN, la MAIF, etc. qui gèrent notre argent et essaient d'investir dans des placements qui permettent de créer de la richesse et du profit. Moi, ça ne me choque pas. D'autant qu'il y a un changement de génération : les latifundiaires s'en vont.

Reste que l'histoire nous montre que, sur une longue période, le système agricole le plus efficient est celui de l'agriculture « familiale ». Ce peut être 3 ha dans l'agriculture inondée du delta du Bengale, 1 500 ha aux Etats Unis, 3 000 au Brésil. J'ai des doutes dès que l'on rajoute des zéros.

D'un point de vue moral, je n'ai pas de problème sur l'Amérique latine. Et il faudrait savoir s'il y a vraiment défrichement de l'Amazonie, c'est très discuté.

Paradoxalement, j'ai peu de problème sur l'Ukraine et la Russie, pour une bonne raison : ces deux pays n'ont plus de paysans. Le régime communiste a créé des kolkhozes et des sovkhoses. Aujourd'hui, ils n'ont plus personne. Je connais des paysans français - pas Charles Beigbeder-, des conseillers agricoles qui se retrouvent aujourd'hui à gérer 1 500 ha et à qui on demande s'ils ne veulent pas cultiver le kolkhoze voisin. Mais il n'y a pas appropriation, puisqu'il n'y a plus de paysans. Le régime communiste a réussi à les faire disparaître.

En revanche, je suis totalement d'accord sur le cas de l'Afrique, que ce soit Madagascar ou l'Ethiopie, où les investisseurs sont essentiellement des Chinois, des Coréens, des pays du Golfe... Et je me demande d'ailleurs si, au-delà de la faute morale vis-à-vis des populations qui jusque-là étaient présentes sur ces terres, ce n'est pas en plus une faute économique, car je doute que ce soit jamais rentable, et une faute agronomique. Il me semble que, sur une longue période, les plantations Firestone de caoutchouc du Libéria sont revenues à la nature.

**Martine Padilla.** Les derniers propos de Philippe Chalmin m'ont un peu rassurée. J'ai la chance de travailler en Ethiopie depuis 4 ans. Une société indienne importante y a loué 300 000 ha de terres pour 90 ans. Même si on exagère l'état de famine de l'Ethiopie, 300 000 ha de très bonnes terres irriguées, dans un delta près de Gambela, pour produire des fleurs et du sucre pour le marché européen, cela pose un problème éthique de fond. C'est grave, et ce n'est qu'un exemple parmi beaucoup d'autres en Afrique.

**Michel Merlet :** Pour répondre à Philippe Chalmin, je n'ai rien contre les investisseurs qui font du profit. C'est leur nature. Si j'étais à leur place, je ferais comme eux.

Nous ne sommes pas dans un débat idéologique qui définirait les bons et les mauvais, les gentils et les méchants. Il faut comprendre la nature des mécanismes et se placer depuis un certain point de vue.

Si je me place du point de vue des investisseurs, je fais ce qu'ils font aujourd'hui. Nous avons énormément appris des échanges avec les investisseurs sur les logiques et les processus d'appropriation massive de terres à l'étranger – beaucoup plus que des discours militants contre la violation des droits des populations indigènes.

Si je me place du point de vue de l'ensemble de l'humanité, comment fait-on ? Pour résumer, quelle est la stratégie la plus intéressante à moyen terme pour avoir une planète dont l'environnement soit à peu près conservé, qui ne soit pas complètement « brûlante » du fait du réchauffement climatique et où les gens puissent à peu près manger à leur faim ? C'est ça la question. Il ne faut pas utiliser des concepts qui nous mettent un bandeau sur les yeux et nous empêchent de voir la réalité.

Quand nos fonds de pension investissent en Uruguay, ils ont raison de le faire. Ils seraient idiots de ne pas le faire, puisque toutes les conditions sont réunies pour qu'ils puissent le faire. C'est d'ailleurs certainement mieux de produire des grains ou d'autres produits que de garder des latifundia extensifs d'élevage ne produisant aucune richesse.

La question est de savoir si, dans l'intérêt de l'humanité, il n'aurait pas été mieux de mener une réforme agraire en Uruguay, de redistribuer la terre de façon à ce que puisse se développer une agriculture familiale comme aux Etats-Unis ou en France. Il arrive que des investisseurs réussissent à multiplier par deux ou par trois le revenu des familles dont ils prennent la terre, dans les 5 à 10 ans à venir.

Pour cette raison, quand on dit qu'il faut négocier des consensus avec les populations, il faut faire extrêmement attention aux échelles de temps auxquelles on raisonne. Si après la Seconde guerre mondiale on avait remis l'ensemble des terres agricoles françaises à trois grandes entreprises américaines pour développer la France, dont l'agriculture était dans un état lamentable, la situation serait très différente de celle d'aujourd'hui.

### *Quels sont les leviers d'action ?*

**Il existe de nombreuses controverses sur les leviers d'action à mettre en place pour éviter l'autisme alimentaire. Lequel activeriez-vous en priorité ?**

**Michel Merlet :** Nous avons trois grandes propositions. La première proposition part du respect des droits des personnes, ce qui ne veut pas dire que ces droits sont immuables. Dans certaines situations, un groupe de pygmées ou d'indiens amazoniens peut voir ses droits remis en cause, si cueillette et chasse ne permettent pas de nourrir une population importante.

Deuxième proposition : différencier ce qui est réellement un investissement de ce qui est une appropriation de richesses communes et de biens communs. Il y a là un vrai problème, loin d'être résolu. Des études de cas en Ukraine et en Amérique latine ont mis en évidence que, avec les modes de production actuels, la répartition de la valeur ajoutée créée rémunère surtout le capital (jusqu'à 80% en Ukraine) et très peu le travail et la terre<sup>8</sup>.

Cela explique pourquoi la terre et la production agricole sont aujourd'hui devenues des actifs financiers de premier ordre et pourquoi il existe un phénomène d'appropriation massif des ressources de la planète par ces investisseurs privés, ces fonds de pension, ces *hedge funds*.

Historiquement, les réformes agraires ont été extrêmement difficiles à mettre en place. Elles ne sont pas généralisables au niveau de la planète, d'autant qu'elles nécessitent des conditions militaires ou politiques particulièrement dures, souvent des révolutions ou des territoires sous occupation qui ne durent pas. L'autre possibilité, c'est l'imposition. Quand on peut faire des profits gigantesques, c'est parce qu'il n'y a pas d'impôts à payer et que l'on peut travailler avec des moyens très modernes et avec très peu de main d'œuvre très bon marché.

---

<sup>8</sup> Voir [Accaparement des terres agricoles et répartition de la valeur ajoutée: la captation de la rente foncière revisitée](http://www.future-agricultures.org/index.php?option=com_docman&task=doc_download&gid=1174&Itemid=510), communication d'Hubert Cochet et Michel Merlet lors de la conférence internationale Global Land Grabbing (Brighton 6-8 avril 2011), [http://www.future-agricultures.org/index.php?option=com\\_docman&task=doc\\_download&gid=1174&Itemid=510](http://www.future-agricultures.org/index.php?option=com_docman&task=doc_download&gid=1174&Itemid=510) ou en français [http://www.agter.asso.fr/article600\\_fr.html](http://www.agter.asso.fr/article600_fr.html).

Dernier point, on n'arrivera pas à résoudre les problèmes de la planète au niveau de chaque pays. Il faut dépasser les questions des souverainetés, parce que les investissements sont aujourd'hui mondiaux. Il devrait exister un droit obligatoire international permettant d'éviter que des opérations ne mettent en cause la survie de l'humanité. Mais cela semble impossible à atteindre. C'est pour cela que nous travaillons à la création, au niveau mondial, d'une pression sociale et citoyenne suffisante pour faire évoluer, petit à petit, la position de quelques gouvernements sur ces questions, puis tous ceux de la planète. Comme pour le changement climatique, n'attendons pas d'avoir une catastrophe pour réagir.

**Martine Padilla.** Veut-on résoudre le problème ? Je n'en suis pas sûre. Une statistique récente, réalisée par le Lancet, montre que les ressources qui ont été mobilisées sur les aspects nutritionnels dans les 20 pays qui regroupent 80% des retards de croissance des enfants, dans le monde, n'atteignent que 300 millions de dollars par an. Une misère. Dans ces mêmes pays, ce sont 5 700 milliards de dollars qui sont dédiés au Sida. Au niveau international, il n'y a pas de volonté de résoudre le problème d'insécurité alimentaire.

Ensuite, il me semble important de ne jamais recopier une recette venant d'ailleurs. Dans sa vision de la sécurité alimentaire, la FAO, appuyée par la Banque mondiale, émet des recommandations, que les pays ont tendance à appliquer comme des recettes. C'est une grande erreur, parce qu'il n'y a pas une seule façon de traiter le problème, mais de multiples manières. Surtout, il faut travailler au plan local sur la base d'actions appropriées à ces conditions particulières et aux besoins des populations.

Enfin, je reviens sur la question du gaspillage, extrêmement important dans les pays développés et dans ceux en développement. Il est important de lutter contre ce gaspillage, depuis la production jusqu'au consommateur, en passant par l'industrie, la distribution.

Que dire encore de la nature des aliments composant notre ration. Mangeons-nous vraiment raisonnablement ?

**Philippe Chalmin.** Première idée : je rêve que chaque pays ait les moyens politiques et matériels de mener sa propre politique agricole. Le modèle de la Politique agricole commune de 1959 m'irait bien, car du point de vue agricole, l'Europe est une incontestable réussite. Je vous rappelle qu'au début des années 50, il y avait encore des tickets de rationnement en France et que, à l'époque, notre continent était totalement dépendant pour ses approvisionnements. Nous avons récupéré notre souveraineté alimentaire.

Les agriculteurs sont des gens intelligents sous toutes les latitudes. Tendez-leur la carotte d'un prix garanti suffisamment rémunérateur, ils font des miracles. Le problème est donc très simple, mais je ne sais pas comment le financer.

Deuxième point. Il y a encore une place pour les progrès technologiques. Je ne parlerais pas des OGM, mais des biotechnologies.

En trois générations, il faudra multiplier par deux la production agricole de la planète, à surface agricole utile constante. Nous devons être capables de multiplier par deux le rendement moyen de la planète. Je pense qu'une bonne partie des progrès passera par des techniques agricoles mieux appropriées et souvent plus raisonnées.

Nous aurons quand même des problèmes d'eau et d'appauvrissement des terres. Si la première génération des OGM ne répond pas à ces problèmes, nous ne pouvons pas fermer la porte à ce type de technologies, sauf à sombrer dans un certain intégrisme écologiste. Cela irait à mon sens à l'encontre de la possibilité de nourrir correctement et de manière équilibrée les populations.



## LE DEBAT

### *De la responsabilité des agrocarburants*

**Jacques Berthelot**, retraité, ancien enseignant-chercheur en économie agricole de l'Ensat :

J'ai pointé des petits oublis dans les causes de l'insécurité alimentaire. A mon avis, la première, c'est l'éthanol de maïs des Etats-Unis. Sur les six dernières années céréalières (de 2005-2006 à 2010-2011), la production mondiale de céréales a été, en moyenne, supérieure de 6 200 000 tonnes à la demande mondiale. Car les années déficitaires ont été plus que compensées par les saisons excédentaires (2008-2009 et 2009-2010).

Ce qu'il faut savoir, également, c'est qu'en moyenne sur ces six années, 85 millions de tonnes de maïs des Etats unis sont partis à l'éthanol. Pour cette dernière année, ce sont 127 millions de tonne, ce qui représente 40% de la production de maïs américain.

S'il n'y avait pas eu cette folie des agrocarburants des Etats-Unis, les prix alimentaires n'auraient pas flambé mondialement. Au contraire, les prix auraient baissé.

Deuxième point. Il n'a pas été dit que les acteurs principaux de cette baisse des prix sont les firmes agroalimentaires. La libéralisation des marchés au niveau mondial s'est faite sous la pression de l'agro-business qui veut payer toujours moins cher ses matières premières agricoles.

Troisième point. Je suis d'accord avec Philippe Chalmin que le modèle de la Pac de 62 à 92 devrait être généralisé. Précision : ce modèle était basé sur des prix rémunérateurs garantis par des protections efficaces à l'importation avec des prélèvements variables permettant de mettre le producteur à l'abri, à la fois de la fluctuation des prix mondiaux en dollars et de la fluctuation du taux de change.

**Philippe Chalmin** : Je suis d'accord, mais problème : autant le consommateur européen, à l'époque des Trente Glorieuses, pouvait payer, autant le consommateur africain ne le peut pas.

**Jacques Berthelot** : Si, il peut payer. Grâce à des prix rémunérateurs, les agriculteurs pourront s'autofinancer. Ce sera la base de leur développement agricole. Quant au financement des infrastructures, il relèvera effectivement de l'aide internationale.

De même, il y a besoin de prêts à long terme de l'AID<sup>9</sup>, filiale de la Banque mondiale, pour financer pendant la période de relevée des prix des coupons alimentaires pour les consommateurs pauvres, comme au Brésil, en Chine, en Inde et comme les Etats-Unis le font massivement.

**Philippe Chalmin** : Je suis d'accord sur l'éthanol de maïs. En Europe, le maïs a toujours valu plus cher que le blé, mais c'était une anomalie. Normalement, au niveau international et américain, le maïs valait la moitié du prix du blé. Aujourd'hui, c'est vrai, le maïs vaut plus cher sur le marché mondial que le blé. Jacques Berthelot a raison, ceci est lié à l'éthanol.

Quelques chiffres : productions mondiales de maïs, environ 800 millions de tonnes ; 350 aux Etats-Unis, dont 130 qui partent pour faire de l'éthanol de maïs. Sur ces 130 millions de

---

<sup>9</sup> Association Internationale de Développement, fonds de la Banque mondiale pour les plus pauvres.

tonnes, 60 millions sont récupérés sous forme de *corn gluten feed*<sup>10</sup> destiné à l'alimentation du bétail. La vraie perte avoisine donc 70 à 80 millions de tonnes. Cela suffit, bien sûr.

Cela étant, je rappelle que la céréale qui a le plus flambé en 2008 est le riz et que, en dehors du saké, il existe peu d'agrocarburants à base de riz.

On est d'accord. Les agrocarburants de première génération étaient une aberration, à l'exception peut-être de la canne à sucre qui, d'un point de vue énergétique, est une extraordinaire machine à transformer la photosynthèse.

**Martine Padilla :** Pour faire écho à l'éthanol de maïs aux Etats-Unis, j'ai récemment regardé les importations qui grandissent chaque année en zone méditerranéenne. Elles sont uniquement et intégralement destinées à alimenter les animaux, jamais à l'alimentation humaine directe.

### *Comment lutter contre le gaspillage ?*

**Claire, étudiante Ensat en 2<sup>ème</sup> année :** Martine Padilla, concernant le gaspillage des consommateurs, que faire pour changer les comportements alimentaires, connaissant l'influence de la publicité des industries agroalimentaires ?

**Martine Padilla :** Je suis d'accord avec vous, nous sommes dans un faisceau contradictoire et il n'existe pas d'organisme d'éthique pour peser sur la moralisation de la publicité.

D'un côté, on nous demande d'être un peu plus économes. Au quotidien, chacun peut limiter le gaspillage. Les industries alimentaires et la distribution travaillent, elles-aussi, sur les emballages, le volume des portions. Ce n'est que le début, mais la tendance des dix prochaines années va dans la maîtrise du gaspillage.

D'un autre côté, il faudrait que la publicité aille dans le même sens, or elle nous incite à toujours plus consommer.

**Valérie Péan.** Cette lutte contre le gaspillage ne passe-t-elle pas par l'éducation, la formation ?

**Martine Padilla :** Il y a eu des évaluations sur l'impact de l'éducation : si elle améliore très sensiblement les connaissances en revanche, elle a peu d'influence sur les comportements. Il est malheureusement très difficile d'aller jusqu'à une modification du comportement.

Les leviers sont donc de délivrer de l'information, à long terme, et de sensibiliser.

Je crois beaucoup plus à l'éducation alimentaire parentale qu'à l'éducation hors milieu familial. Elle est beaucoup plus efficace pour avoir un réel impact sur les comportements.

**Philippe Chalmin.** Je préside l'Observatoire de la formation des prix et des marges des produits alimentaires. Nous avons eu à gérer, cet hiver, la crise de la viande bovine. Aujourd'hui, nous achetons de plus en plus notre viande, bovine en particulier, en supermarché. Les bouchers traditionnels représentent 25% de la distribution, nous achetons de plus en plus dans des supermarchés. Historiquement, les supermarchés avaient des rayons boucherie. Maintenant, la viande est proposée dans des rayons en libre service.

Quand vous achetez votre viande chez un boucher, il coupe votre morceau de viande et sait le conserver. Il n'y aura pratiquement pas de perte.

---

<sup>10</sup> Le corn gluten feed est issu de la transformation du maïs au sein des industries d'amidonnerie. Il est constitué des enveloppes de grain de maïs après extraction d'une partie de l'amidon, des germes et des protéines. Il garde toutefois une valeur alimentaire intéressante.

Le fait que nous achetions de la viande sous barquette met en place, immédiatement, une date de péremption. Résultat : une perte de l'ordre de 3 à 4%. Cette modification, qui augmente le gaspillage, c'est le passage du rural à l'urbain, à des manières de consommer de plus en plus déstructurées. Reste qu'aller acheter chez un boucher traditionnel devient difficile.

**Charlène, étudiante Ensat en 2<sup>ème</sup> année :** Concernant le gaspillage, dans notre cursus scolaire nous avons étudié, les années précédentes, l'histoire du poulet yo-yo. Des industriels français ou d'autres vendaient en barquette des blancs de poulets. Pour éviter le gaspillage, ils ont pris l'initiative d'envoyer les cuisses, tout ce qui n'était pas en barquette, dans des pays africains.

On pourrait penser que l'idée est de réduire le gaspillage. Sauf que l'impact a été de tuer l'agriculture de ces pays-là. Donc au lieu de parler du gaspillage et de le réduire ainsi, ne faudrait-il pas moins produire et essayer d'aider les pays qui ont du mal à nourrir leurs populations, à mieux produire ?

**Philippe Chalmin.** Vous valorisez une partie du poulet dans les marchés riches, puis vous vendez les parties moins nobles. Bref, vous faites du dumping sur des marchés de pays en développement où vous détruisez les équilibres de l'agriculture locale. C'est tout le problème des impacts du dumping ou de l'aide alimentaire.

Dans le droit des peuples à se nourrir eux-mêmes, il y a le droit qu'ils peuvent avoir d'instaurer des barrières douanières et tarifaires. Le problème : ces barrières tarifaires augmentent les prix sur le marché local. C'est ainsi que se déclenchent des émeutes faisant sombrer parfois les gouvernements. N'oubliez pas, quand les Romains disaient que la clé de la politique c'est *panem et circenses* (du pain et des jeux). Le football et du pain pas trop cher, c'est encore la base de la politique de beaucoup de gouvernements du Tiers Monde.

**Clément, étudiant Ensat en 2<sup>ème</sup> année :** On a dit qu'il fallait arrêter le gaspillage tout au long du système alimentaire. Est-ce indispensable d'agir au niveau du consommateur, sachant qu'il est en fin de chaîne. Pourquoi ne pas viser directement les industries agroalimentaires qui ont le pouvoir ? Ce ne doit pas être si facile, bien sûr.

### *Le pouvoir des distributeurs*

**Martine Padilla.** Je suis entièrement d'accord pour ne pas faire porter tout le poids de la responsabilité au seul consommateur. Il faut d'abord agir sur le système, donc sur tout ce qui précède. Entre l'agriculture et le consommateur, il faudrait revoir la façon dont les produits sont fabriqués et distribués.

Vous mettez en avant les industriels. Ils travaillent sur le sujet, mais sachez aussi que les portions de consommation qu'ils fabriquent ont doublé en 20 ans. C'est une réalité : nous mangeons trop et de trop grosses portions. Les industriels travaillent donc sur les emballages et les portions pour tenter de les réduire. Ce n'est pas simple, compte des nouvelles habitudes alimentaires des consommateurs. Mais plus que l'industriel, le distributeur a peut-être aujourd'hui encore plus de poids, de pouvoir. Par ses exigences, par son engagement, il peut décider que ses approvisionneurs, donc les industriels ou les agriculteurs pour les produits frais, répondent à tel ou tel critère, respectent telle charte.

C'est eux qui ont le pouvoir de décider ou de faire pression sur les industriels pour infléchir les pratiques au niveau du gaspillage.

Certains, comme Casino, sont très engagés sur cette problématique. Auchan et bientôt Carrefour lui emboîtent le pas.

### *Avec l'aide de Lénine et Staline...*

**Un étudiant de Sciences Po Toulouse :** Sur les appropriations de terres, vous avez dit que ceux qui prennent ces terres n'ont pas à les payer. Pouvez-vous préciser ?

**Michel Merlet.** Plusieurs manières permettent de s'approprier de la terre sans la payer ou très en dessous de sa valeur. La première consiste à la louer. En Ukraine, les entrepreneurs auxquels j'ai fait référence louent la terre. De mémoire, les tarifs sont de l'ordre de 25 € par hectare et par an. Dans le Bassin Parisien, pour des terres moins fertiles, le prix est très largement supérieur. 25 €, ce n'est vraiment pas cher pour avoir accès aux meilleures terres agricoles du monde, des tchernozioms noirs (terres riches en humus) sur plusieurs mètres de profondeur. Voilà ce que j'appelle avoir accès à la terre sans la payer.

Autre exemple. Daewoo a défrayé la chronique à Madagascar, ce qui a permis à cette question des accaparements de terres de devenir une question mondiale. Le groupe industriel sud coréen avait obtenu, semble-t-il, la promesse du Gouvernement malgache de mettre à sa disposition, gratuitement, 1 300 000 ha, pour 99 ans, contre l'engagement de réaliser un certain nombre d'infrastructures. On n'a jamais connu les contrats réels. Finalement, le Gouvernement malgache est tombé.

Mais c'est une constante que l'on retrouve un peu partout. Très souvent les investisseurs achètent la terre à des prix vraiment très bas, l'obtiennent gratuitement ou la louent. Quand les terres sont gratuites, 80% de la valeur ajoutée peut servir à rémunérer le capital !

Le socialisme, le communisme, dont parlait Philippe Chalmin, a créé des conditions idéales pour le développement du capitalisme le plus sauvage. On peut dire que Staline et Lénine ont été les meilleurs alliés des investisseurs mondiaux d'aujourd'hui en Ukraine.

### *Lutter contre la pauvreté ne suffit pas*

**Le même étudiant de Sciences Po :** Madame Padilla vous parliez de la pauvreté comme une cause de l'insécurité alimentaire. La pauvreté n'a pas forcément à voir avec l'alimentation. Donc, peut-on régler le problème de l'insécurité alimentaire par des réponses autres qu'agricoles ou simplement productives ?

**Martine Padilla :** La relation entre la pauvreté et la sécurité alimentaire est directe et importante. Tous les problèmes de sous-alimentation mais aussi de surpoids et d'obésité sont le fait de personnes pauvres. Pour leur assurer plus de sécurité alimentaire, il faut travailler sur la qualité et le prix, car les produits les moins chers sont ceux qui sont de plus mauvaise qualité nutritionnelle. Dans ce cadre, il convient de réfléchir à une combinaison taxation/subvention pour induire un changement de comportement des consommateurs vers des produits de meilleure qualité.

**Sylvie Berthier :** En fait, ne conviendrait-il pas en premier de régler le problème de la pauvreté ?

**Martine Padilla :** Cela ne suffit pas. Beaucoup d'expériences ont eu lieu dans ce domaine montrant que lorsque vous donnez de l'argent à une population pour accéder à l'alimentation, son choix se porte ailleurs pour répondre à d'autres besoins tout aussi importants, comme le logement, les transports etc.

## *Tous les biens sont-ils des marchandises ?*

**Le même étudiant de Sciences Po :** M. Chalmin, vous vous décrivez comme un ultra libéral. Je ne comprends pas alors comment vous défendez aussi bien la PAC, qui est une politique plus ou moins protectionniste. Et j'aimerais connaître vos sources concernant la destruction de l'Amazonie qui n'existerait pas.

**Philippe Chalmin :** Je suis certes un libéral, et je pense qu'un marché doit faire l'objet de toutes les régulations nécessaires, au sens anglosaxon, pour que soient respectées les conditions de transparence, d'éthique et d'honnêteté. Mais par ailleurs, il y a des biens pour lesquels il faut probablement attendre encore avant de passer en économie de marché. Si l'agriculture européenne est mûre pour ce passage, ce n'est pas le cas des agricultures du tiers-monde. Dans l'une de ses encycliques économiques, Jean-Paul II écrit : « *Avant toute logique des échanges à parité de marché, il y a un dû à l'homme parce qu'il est homme en raison de son éminente dignité* ». Eh bien, le libéral s'arrête au moment du « dû à l'homme » et l'alimentaire en fait partie.

Concernant mes sources sur l'Amazonie, je vous renvoie à ce que publie sur le Net le Brésilien Jean-Yves Carfantan<sup>11</sup>. C'est de lui que je tire mon savoir en la matière. Il faut savoir qu'il y a une grande différence entre l'Amazonie administrative et l'Amazonie naturelle. Aujourd'hui, pour l'essentiel, les défrichements touchent les terres du Cerrado, qui ne comportaient pas de forêt primaire. Il y a encore un front pionnier au Brésil, mais beaucoup plus limité qu'on ne le dit. Effectivement, le développement excessif à mon sens de la monoculture sucrière dans les Etats de Sao Paulo et du Minas fait que le soja remonte vers le Nord, repoussant d'autres cultures et commençant à buter sur les contreforts de l'Amazonie.

Paradoxalement, c'est une autre production qui pose problème en termes de déforestation sauvage : le développement du palmier à huile, sur l'île de Bornéo, dans le sud-est asiatique.

**Michel Merlet :** Pour qu'il y ait des marchés, il faut des marchandises. D'où cette question : quels biens peuvent être considérés comme des marchandises ? Je vous invite à lire avec attention un livre écrit en 1944 par l'économiste hongrois Karl Polanyi, « *La grande transformation* », qui analyse très finement les vraies et les fausses marchandises. L'auteur attire l'attention sur le fait qu'un certain nombre de biens qui se vendent et qui s'achètent n'ont jamais été produits par l'homme pour être échangés sur des marchés. Et il cite trois exemples de ce qu'il appelle des « marchandises fictives » : la terre, le travail, la monnaie.

C'est au cœur de nos débats : une partie de la terre doit relever du bien commun, une autre peut faire l'objet de marchés régulés. Certains disent également que les aliments ne devraient pas être considérés comme des marchandises comme les autres. Mais nous manquons d'outils théoriques pour rendre compte de ces réflexions. Quand on voit que la Banque mondiale, face au problème des appropriations de terres et consciente des risques que cela entraîne, suggère de faire des ventes aux enchères des terres publiques, on pressent bien que pour elle, la terre est une marchandise.

**Philippe Chalmin :** Je vais plus loin. Je comprendrais tout à fait que quelqu'un dise pour des raisons éthiques qu'il est totalement immoral que le prix du blé, aliment fondamental, puisse

---

<sup>11</sup> **Jean-Yves Carfantan** est économiste, spécialiste des questions agricoles, professeur invité dans plusieurs universités étrangères (Brésil, Etats-Unis, Chili, Argentine, Hongrie, Royaume-Uni). Il a écrit notamment "*Le choc alimentaire mondial : Ce qui nous attend demain*" (Albin Michel).

être fixé par le jeu d'anticipation de spéculateurs. Manque de chance, je n'ai rien d'autre à proposer à la place.

### *Les famines, un problème de mal-gouvernance*

**Une étudiante de Sciences Po Toulouse :** J'ai entendu plusieurs choses. D'abord, le fait qu'il y a une capacité de production aujourd'hui apte à satisfaire 10 milliards d'individus. Ensuite, que le libéralisme doit respecter la dignité humaine et qu'il y a une transparence sur les marchés. Avec tout ça, comment se débrouille-t-on pour avoir des famines en 2011 ? On a éludé le fait que nous sommes en pleine crise économique mondiale et que certains sont quand même plus coupables que d'autres. Et même s'il est difficile de faire changer les comportements, c'est par là qu'il faut attaquer. A mon sens, on ne peut pas traiter le problème alimentaire mondial sans parler de la tragédie des biens communs<sup>12</sup>.

**Michel Merlet :** vous avez entendu parler du phénomène des enclosures en Angleterre au début du développement du capitalisme. Nous sommes face à un phénomène de même nature au niveau des richesses mondiales. Et il y a encore beaucoup de choses à s'approprier. Juste un chiffre pour aller dans le sens de ce que vous dites : la Fao et d'autres ont montré qu'il y a en gros 1,5 milliards d'hectares cultivés sur la planète et ils estiment qu'une superficie du même ordre est potentiellement cultivable, en touchant assez peu aux espaces forestiers. Ce n'est donc pas un phénomène marginal et cet accaparement pourrait produire un désastre pour l'alimentation et la pauvreté.

**Philippe Chalmin :** Je ne suis pas du tout d'accord. Je raisonne pour ma part à surfaces agricoles utiles (SAU) constantes. Le discours lénifiant de la FAO – laquelle fait partie du problème plus que de la solution, car c'est l'une des agences les moins efficaces des Nations Unies – qui consiste à dire qu'on pourrait doubler la SAU de la planète, c'est du pipeau intégral ! Peut-être suis-je un peu pessimiste, mais je vous rappelle qu'à l'heure actuelle, la Chine perd 1 million d'hectares par an du fait de sa croissance urbaine. Les réserves de zones cultivables sont dans le Cerrado brésilien, un peu en Afrique et cela ne va guère plus loin. De plus, cet argument biaise le problème, dont la solution réside dans l'amélioration des pratiques culturales. En revanche, là où nous sommes d'accord, c'est que la seule vraie solution, c'est l'agriculture familiale.

Pourquoi, dans un système libéral dont je dis qu'il est merveilleux, reste-t-il des famines, demandiez-vous ? Regardons la liste des pays où se sont déroulées en 2008 les émeutes de la faim : ce sont des pays marqués au coin de la mal-gouvernance. Les famines sont le résultat de la folie des hommes. La grande dernière d'entre elles est celle qui a tué quelques millions de Chinois au moment de la révolution culturelle de Mao. Certes, aujourd'hui, il y a des famines au Soudan ou dans la corne de l'Afrique, mais là aussi, il faut rappeler que cela fait 25 ans qu'il n'y a pas de gouvernement en Somalie. Et qu'en Ethiopie, le ministre de l'agriculture se réjouit de vendre ou de louer des centaines de milliers d'hectares à des compagnies étrangères ou des Etats comme la Chine...

Il est certain qu'une politique agricole basée sur la petite paysannerie, c'est dur, c'est long, ce n'est pas spectaculaire. Notre paysage agricole, en France, est le résultat de plusieurs siècles

---

<sup>12</sup>“la tragédie des biens communs” fait référence à un article Garrett Hardin, dans un article publié en 1968 dans Science (3) sous le titre de [“The tragedy of the commons”](#) où il pointe les problèmes liés à la surpopulation tels que l'épuisement des ressources naturelles ou la pollution.

de lente maturation. Et on voudrait que très rapidement, ces pays arrivent au même degré de sophistication ?

De la même manière, on a accusé les OGM, comme les semences hybrides, de spolier l'agriculteur qui ne peut pas récupérer sa semence d'une année sur l'autre, ce qui l'oblige à l'acheter, et à acheter en plus des intrants. Donc à rentrer dans une économie marchande, alors que jusque là, il pouvait s'en sortir presque seul, avec des semences locales en général bien adaptées, mais sans gros rendements. En changeant, comme cela a été le cas avec la révolution verte, il rentre dans une autre logique et a besoin d'argent. S'il n'a pas d'argent, il faut un accès au crédit. S'il n'y a pas de système de crédit rural, agricole, comme cela a été le cas en France à la fin du 19<sup>e</sup> et début du 20<sup>e</sup>, il tombe dans les mains de l'usurier, se ruine et perd sa terre. A ce moment là, la conséquence d'une innovation technologique mal gérée va être effectivement la concentration des terres, l'exode rural etc.

### *Le productivisme, l'environnement et le brevetage du vivant*

**Jasmine Kani**, étudiante Ensat en 2<sup>ème</sup> année : J'aimerais en revenir à des questions agronomiques. En 2050, on prévoit donc qu'il y aura entre 9 et 10 milliards d'individus. Vous prônez une politique agricole à l'image de la PAC pour les pays du Tiers-monde, mais la PAC a fini par nuire à l'environnement. Augmenter la production, n'est-ce pas avoir un impact néfaste sur l'environnement ? D'où les réticences du Nord à aller aider le Sud...

**Martine Padilla** : Cela me paraît évident. Nous sommes là dans une agriculture très intensive, très demandeuse d'intrants. Si on applique notre modèle aux pays en développement qui ont souvent des terres fragilisées par manque de soin, on va vers une catastrophe écologique. Il faut réfléchir à la façon de produire mieux chez nous mais surtout à ne pas reproduire ailleurs notre modèle productiviste intensif.

**Philippe Chalmin** : Il me semble qu'il peut y avoir une utilisation intelligente des biotechnologies. La 2<sup>ème</sup> et la 3<sup>ème</sup> génération des OGM peuvent concerner des semences capables de mieux capter l'azote, de résister à des stress hydriques...

**Valérie Péan** : On en est encore loin...

**Nina Molinier**, étudiante Ensat en 2<sup>ème</sup> année : Vous avez parlé des semences hybrides et de la dépendance des petits paysans. Comment solutionner ce problème ? Et est-ce que les brevets sur le vivant pourraient résoudre en partie cet état de fait ?

**Philippe Chalmin** : Il y a deux questions. Celle du financement pour l'agriculteur de sa campagne, d'abord. Cela signifie que dans une politique agricole modèle PAC 1958, celle des prix garantis, il faut aussi imaginer le développement du micro-crédit, comme l'a fait la France avec les caisses du Crédit Agricole.

Ensuite, peut-on breveter le vivant ? C'est un problème fondamental pour les semences. Mais il y a une autre question plus perfide que vous n'avez pas posée, c'est qu'à l'intérieur de ce système, et c'est le problème majeur des OGM, il y a une entreprise, Monsanto, qui occupe à peu près la place de Microsoft il y a dix ans dans le domaine des logiciels. On a réussi à contourner Microsoft par la législation en matière de concurrence. On peut se poser la même question pour Monsanto.

Si on n'a pas contesté la Révolution Verte autant que les OGM, c'est parce que les agents qui l'ont développée étaient des fondations à but non lucratif, Ford et Rockefeller. Or, avec les OGM, nous sommes plutôt dans le modèle de l'industrie pharmaceutique.

**Michel Merlet** : Le brevetage du vivant relève exactement des mêmes mécanismes que l'accaparement des terres. On transforme en marchandises des choses qui n'ont pas été créées par les hommes. C'est une mainmise sur le patrimoine génétique.

Sur la PAC et l'agriculture familiale, il y a une réflexion à mener sur les conditions de gestion dans la durée du foncier. On l'a fait en France – avec une loi d'abord sur le fermage, puis avec des mécanismes régulant le marché foncier - mais il y a très peu d'exemples similaires ailleurs, où l'on a séparé la question de la propriété et celle de l'exploitation. Dans le bassin méditerranéen, il y a beaucoup de très petits producteurs qui souffrent d'un morcellement considérable.

« *Le modèle bestial du FMI des années 1980/90...* »

**Alexis Breton**, étudiant de Sciences Po Toulouse, 4<sup>ème</sup> année : Je reviens sur la gouvernance et l'économie. M.Chalmin, vous avez dit que pour lutter contre l'insécurité alimentaire, il fallait passer par l'agriculture familiale. Je voudrais savoir comment on fait lorsque les pays soumis à l'insécurité alimentaire, souvent très endettés, font appel à la banque mondiale et subissent du coup des politiques d'ajustement structurel pour abaisser leurs barrières douanières et orienter leur agriculture vers l'exportation ?

**Philippe Chalmin** : Vous décrivez le modèle un peu bestial du FMI des années 1980-90. Depuis, il a mis un peu d'eau dans son vin, notamment à l'issue de la flambée des prix de 2007-2008. Heureusement que les marchés ont appuyé là où cela faisait mal. D'où le fait que le patron de la banque mondiale, au sommet alimentaire de la FAO en 2008, a déclaré : Il faut que nous remettions l'agriculture au cœur des stratégies de développement.

Ceci étant, je suis plutôt d'accord avec vous. Lorsque j'avais lâché à la FAO, lors d'un symposium, que je rêvais d'un retour à la PAC des années 58/62, toute la salle était pliée de rire en pensant : voilà encore un Européen interventionniste... Mais, je le répète, je ne sais pas comment financer cela.

Je signale toutefois qu'à l'heure actuelle, en Afrique de l'Est, les fondations Gates et Buffett se sont engagées dans des programmes de garantie des prix aux producteurs. Cela va plutôt dans le bon sens. Peut-être qu'au fond, l'aide internationale privée pourra jouer un rôle important.

*Construire les filières, une priorité*

**Nicolas**, étudiant Ensat en 2<sup>ème</sup> année: Quand on sait qu'à la Havane, la capitale est auto-suffisante en fruits et légumes pour résister au blocus américain, n'y a-t-il pas déjà à se questionner sur la structure de l'agriculture avant de se questionner sur les technologies comme les OGM ?

Ensuite, j'aimerais revenir sur les possibilités de financement car on entend parler de plus en plus de la taxation des transactions financières : cela ne pourrait-il pas soutenir des projets de développement des agricultures du Sud ?

**Valérie Péan** : Sur les OGM, dans les débats que nous organisons, deux choses sont souvent soulignées. La première, c'est que l'erreur a été de systématiser cette technologie au lieu de l'utiliser parmi un éventail de possibilités. L'autre, c'est qu'actuellement, 99% des OGM commercialisés sont faits pour tolérer les pesticides et non pour mieux fixer l'azote ou résister au stress hydrique.



**Philippe Chalmin** : Mais j'insiste. Les faucheurs qui s'attaquent de manière indistincte à la recherche publique et privée ont réussi une chose : éradiquer toute forme de recherches dans ce domaine en France, et donc quelque part, José Bové roule pour Monsanto.

**Le même étudiant** : Mais est-ce bien une priorité économique d'autant qu'au final, les OGM n'ont pas les rendements attendus ? Ne vaut-il mieux pas s'orienter vers de l'aide à la structuration de filières ?

**Martine Padilla** : Avant de penser aux hautes technologies, qui coûtent fort cher, il faut mettre en place des systèmes alimentaires et la base, c'est la construction effectivement de filières solides.

**Philippe Chalmin** : Mettre ainsi en place une politique agricole demande un degré de gouvernance et une qualité de gestion administrative relativement exceptionnelle. C'est un des obstacles majeurs. L'Inde y parvient. Et elle est quasiment autosuffisante.

*« La part agricole de notre panier alimentaire n'a jamais été aussi faible »*

**Valentin, étudiant Ensat en 2<sup>ème</sup> année** : Vous avez dit que les prix bas étaient facteur d'appauvrissement des paysans. Je suis fils d'agriculteur, et j'en suis témoin tous les jours en France. Ils n'arrivent pas à vendre leurs produits correctement et à vivre de leur travail. La plupart mettent la clé sous la porte quand ils ne choisissent pas de se suicider. Les consommateurs, quant à eux, ont du mal à accéder aux produits de qualité, dont les prix augmentent. Le problème ne vient-il pas de la distribution et de la mise en marché ? Ne faut-il pas repenser ce maillon ? Les politiques ne pourraient-ils pas mettre le grappin sur ces opérateurs qui se moquent des agriculteurs comme des consommateurs ?

**Martine Padilla** : C'est toujours le producteur qui fait les frais d'une politique de restriction. La question fondamentale, c'est celle de la répartition équitable de la valeur. Quand vous prenez un produit agricole aussi simple qu'une carotte fraîche, eh bien, ce n'est pas le producteur qui recueille la plus grande part de valeur, loin de là. C'est celui qui la lave, qui en assure la commercialisation etc.

**Sylvie Berthier** : Un seul chiffre pour l'illustrer : un agriculteur nous confiait à Marciac que dans les 12 ou 13% du budget des ménages consacré à l'alimentation, 2 % seulement reviennent aux producteurs.

**Philippe Chalmin** : Il y a là deux phénomènes. C'est vrai que la part agricole de notre panier alimentaire n'a jamais été aussi faible puisque les produits que nous achetons intègrent de plus en plus de services, du « prêt-à-consommer ». Et puis nous achetons aussi de l'image. Quand vous achetez du jambon classique sous cellophane, vous le payez à peu près 10 € le kilo. Le producteur de porcs reçoit 2 €, l'industriel 3 et le distributeur 5, alors qu'il n'a pas fait d'acte de transformation. Sur des fruits et légumes frais, entre le stade de la sortie du producteur – le « bord champ » – et celui de l'étal, on passe de 1 à 3. A l'heure actuelle, le monde agricole en Europe connaît en plus une sorte de révolution culturelle, en passant d'un système de prix stables à des prix instables. De manière étymologique, l'agriculteur est devenu un spéculateur. L'an dernier, au mois de juin, les producteurs de blé s'arrachaient les cheveux parce qu'à 120 € la tonne, ils ne gagnaient pas leur vie. Mais ceux qui ont attendu le mois d'août pour vendre en ont retiré 200 € la tonne, voire 280 € au mois de février 2011.

Aujourd'hui, à 180 € la tonne, un producteur de céréales, d'oléagineux ou de betterave gagne sa vie. Même un producteur de lait, en intégrant les aides communautaires, surtout s'il est dans un système avec sol. En revanche, sans aide, c'est vrai, il ne peut en tirer un revenu et je frémis à l'idée de la fin des quotas en 2013. De même, un producteur de lait hors sol, qui achète donc la totalité de l'alimentation pour ses animaux, modèle « usine à lait », ne peut pas couvrir ses prix de revient. En fait, ce qui survivra de la PAC, ce sera la rémunération d'autres services que la production.

### *Des expropriations issues de l'héritage colonial*

**Arnaud Petit**, étudiant Ensat en 2<sup>ème</sup> année : Une question pour M.Merlet. A qui sont les terres qui sont vendues ou louées ? Qui fixe les prix, les multinationales, les Etats ? Ces derniers sont-ils conscients du problème ? Pourquoi ne fixent-ils pas des prix hauts pour au moins en retirer une certaine manne ?

**Michel Merlet** : Je vous invite à aller voir notre site ([www.acter.asso.fr](http://www.acter.asso.fr)) où vous trouverez des documents qui expliquent bien la situation. Pour résumer, il y a un héritage colonial très fort. Quand les pays gagnent leur indépendance, ils revendiquent la souveraineté sur l'ensemble de leurs ressources, en particulier sur la terre. Quand les pays colonisateurs ont pris possession de ces espaces, ils ont décrété qu'ils étaient « propriétaires » des territoires conquis, mais pas du tout au sens de la propriété privée. En Amérique latine, notamment, cela ressemblait plus à du féodalisme, où en recevant les terres, vous obteniez en fait le droit d'exploiter les Indiens qui y vivaient.

Avec l'indépendance, beaucoup de ces pays ont considéré que les terres pour lesquelles il n'y avait pas eu remise de titre de propriété appartenaient à l'Etat et là, au sens de la propriété privée. Ainsi, quand le gouvernement légitimement élu de Madagascar donne une concession de 1 300 000 hectares à l'entreprise Daewoo, il argumente que ces terres lui appartiennent. Le fait que des générations de gens y ont vécu n'est pas son problème, car ils n'ont pas de titre de propriété ! Cet héritage colonial fait donc qu'on appelle « propriété » des choses qui n'ont pas du tout ce statut, ce qui légalise les transferts, les locations ou les cessions de terres par les Etats.

Il y a d'autres situations, par exemple en Ukraine ou en Russie, où le processus d'expropriation a eu lieu bien avant. Quand les kolkhozes se sont constitués, les petits paysans n'ont pas disparu mais ils se sont contentés de jardins ouvriers. Ils produisaient ainsi un nombre considérable de biens agricoles, qui n'ont pas été pris en compte par les statistiques officielles. Après la chute du mur de Berlin et la décollectivisation, une pseudo réforme agraire a permis de remettre aux membres des kolkhozes des titres de propriété sur des parcelles perdues dans de grands champs collectifs de dizaines de milliers d'hectares. Ils ne savent même pas où elles se trouvent et ils les louent alors à très bon marché à des investisseurs.

Il y a donc des situations très différentes et une pluralité de droits fonciers, individuels et collectifs de différentes natures : le droit de faire usage du sol, le droit de vente ou de cession... Bref, c'est compliqué !

### *Les ONG en Ethiopie : un marché de la misère*

**Alice**, étudiante Ensat en 2<sup>ème</sup> année : Je reviens aux leviers d'action cités par Martine Padilla pour lutter contre l'insécurité alimentaire. Nous, de notre côté, nous avons lu des articles qui évoquent le rôle des ONG et de nombreuses associations sur place, qui interviennent au niveau local. Est-ce parce que les institutions internationales ne sont pas efficaces ?

**Martine Padilla** : Effectivement, ma remarque venait de ce constat d'échec des organisations internationales pour améliorer la situation alimentaire au niveau local. Je mettrais aussi un point d'interrogation sur les fameuses ONG, fort nombreuses, avec des objectifs certes louables mais pour l'avoir vécu en Ethiopie, je dirais qu'il s'est créé un véritable marché de la misère et de la sécurité alimentaire. En Ethiopie, il y a 80 ONG qui se marchent sur les pieds, qui travaillent sur les mêmes territoires, avec chacune leurs recettes et c'est une véritable gabegie ! La population dit : en fait, nous sommes des animaux de laboratoire. Oui, car ils sont soumis à une foule d'investigations, d'actions expérimentales. Ils sont fatigués et finalement, cela n'améliore pas les choses, loin de là. Car des concurrences s'exercent entre les ONG. C'est désastreux.

Ce en quoi je crois vraiment, c'est le marketing social : pour qu'il y ait un changement de comportement, il faut qu'il y ait un changement de la croyance et de l'implication des individus. Dès lors que les choses viennent d'en haut, comme autant d'obligations, il y a une moindre acceptation. Si vous êtes impliqués et que vous proposez des démarches localisées avec les autorités concernées, avec échange et discussion, cela marche beaucoup mieux.

## **POUR EN SAVOIR PLUS, nous vous recommandons :**

*La faim, pourquoi ?* de François de Ravignan, 6<sup>ème</sup> réédition 2009, éd. La Découverte (collection sur le vif). 125 pages, 10 €

*Le Monde a faim*, de Philippe Chalmin, ed.Bourin 2009. 137 pages. 12€

*Ils vous nourriront tous, les paysans du Monde, si...*, de Louis Malassis, ed.Cirad-Inra, 2006. 456 pages. 26€

*Nourrir la planète*, de Michel Griffon. Odile jacob, 2006. 456 pages. 23 €.

*La tourmente alimentaire, pour une politique agricole mondiale*, de Matthieu Calame, ed.Charles Léopold Mayer, 2008. 200 pages. 18€

*Nourrir 9 milliards d'hommes*, sous la direction de Gérard Gherzi, édité par l'Association pour la diffusion de la pensée française (ADPF), sept 2005. 150 pages. 15 €

*Géopolitique de l'alimentation*, de Gilles Fumey, éditions La Petite Bibliothèque des Sciences Humaines, 2008. 120 pages.10€

*Souveraineté alimentaire, que fait l'Europe ?* Coord par G.Choplin, A.Strickner et A.Trouvé. Ed.Syllepse, 2009. 106 pages, 7€

*Du droit des peuples à se nourrir eux-mêmes*, de Bertrand Hervieu. Ed.Flammarion, 1996. 130 pages

## **Sur le site de la Mission Agrobiosciences (<http://www.agrobiosciences.org>) :**

[Un siècle de lutte contre la faim dans le monde. Alertes, révoltes, désillusions et doutes](#) (re)Lecture d'ouvrages sur la question de la faim dans le monde, par Jean-Claude Flamant, président de la Mission Agrobiosciences. Avril 2009.

[-Comment nourrir 9 milliards d'hommes en 2050 ?](#) L'Interview de Jean-Louis Rastoin, agronome et économiste, auteur de l'ouvrage « Nourrir 9 milliards d'hommes en 2050 ».

[-Malnutrition dans le monde : un mal aux multiples facettes](#) Par Yves Martin-Prével, épidémiologiste et nutritionniste, Institut de recherche pour le développement (IRD). 2009.

[-Nourrir l'humanité, refaire le monde.](#) Pour visionner l'intégralité de cette journée de conférences, organisée par la Mission Agrobiosciences et la librairie Etudes Mirail, sur le site de Canal-U.

[-L'alimentation en bout de course : les vraies raisons de la flambée des prix agricoles mondiaux.](#) L'Intégrale (PDF) de l'émission de "Ça ne mange pas de pain !" d'avril 2008. Avec les contributions de Lucien Bourgeois, (Du rififi sur les stocks : les vraies raisons de la flambée des prix agricoles mondiaux), Marcel Mazoyer, (A qui profite la flambée des prix au niveau mondial ?) et Steven L. Kaplan, (La baguette à tout prix ? Retour sur les émeutes liées au prix du pain).

[-La sécurité alimentaire du bassin méditerranéen : voici venu le temps de l'humilité et du courage.](#) Une intervention de Bertrand Hervieu, aux Controverses de Marciac, août 2010.